

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 3 mai 2020

CAUSERIE ET INFOS

Et comme un fait exprès la climatisation (9 ans) est tombée en panne ! Avec plus de 30°C dans la maison à minuit, difficile de dormir. J'ai passé deux nuits sur une natte posée sur le sol et recouverte d'un drap, deux ventilateurs pour me rafraîchir un peu. Je n'ai dormi que quelques heures et je suis claqué. En principe cela devrait fonctionner demain. Dès le retour à la normale, j'en achète un portable.

A partir du 4 mai on va pouvoir sortir de 7 heures du matin à 7 heures du soir, mais on peut être reconfinés à tout moment.

Le professeur Raoult a fait le mauvais choix politique en s'encanaillant avec Onfray et Asselineau, le soutien que nous lui accordions n'ira pas plus loin que le plan médical.

Rabelais - Science sans conscience n'est que ruine de l'âme.

J'ai l'art de me faire des amis... En politique, les pires, ce sont encore les faux amis, ceux qui avancent masqués. C'est le thème de cette causerie.

• [pages au format pdf](#)

La guerre est la continuité de la même politique par d'autres moyens, le totalitarisme est la continuité de la dictature (de classe) en place par d'autres moyens.

Certains ont cru naïvement par intérêts mesquins inavouables ou par ignorance, qu'il suffirait de nier la réalité ou l'orientation totalitaire de la société pour y échapper, pour qu'elles finissent par coïncider ou par se conformer à l'interprétation falsifiée qu'ils en faisaient. Pas de bol, elles sont passées allègrement outre.

Que cela ne tiennent, ces dogmatiques fanatiques ou ces mythomanes endurcis refuseront de l'admettre jusqu'au bout, préférant encore participer à un suicide collectif qu'à en être eux-mêmes les victimes, jusqu'à un certain point seulement puisqu'ils n'en subiront pas les pires conséquences, plutôt que reconnaître leur erreur ou leur ignorance, donc ils continueront de sévir et de répandre leur venin mortel dans nos rangs.

Nous affirmons que la civilisation humaine en était rendue à la croisée des chemins et qu'elle était gravement menacée dans son existence même, formule éculée qui pour une fois prenait tout son sens, puisque nous nous retrouvions en présence du pire scénario qu'on aurait pu imaginer, qui cette fois risquerait de lui être fatal.

Nous en sommes rendu là ce dimanche 3 mai 2020, car absolument aucun facteur ne permet à l'heure actuelle d'affirmer qu'on y échappera. Ce cauchemar est déjà omniprésent, nous le vivons au quotidien dès lors que notre liberté de mouvement est réduite à néant.

La totalité des dirigeants du mouvement ouvrier sans exception à ma connaissance en portent la responsabilité, ainsi que les intellectuels, les membres influents des classes moyennes qui ont préféré se ranger au côté du capitalisme en faillite parce qu'il leur avait consenti des privilèges, plutôt que se ranger au côté de la classe ouvrière et adopter le socialisme.

Pourquoi s'en prendre à ces dirigeants plutôt qu'aux oligarques ou à leurs représentants, ne trouvez-vous pas que vous y allez un peu fort ?

Parce que j'estime que le mouvement ouvrier demeure la seule solution pour nous libérer du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, et qu'elle ne viendra jamais de ces dirigeants faillis ou traîtres qui ont usurpé le statut qu'ils se sont accordés, en abusant de l'ignorance de travailleurs sincères et honnêtes qu'ils se sont employés à dévoyer ou corrompre systématiquement sur le plan idéologique pour en faire des pantins au service de l'ordre établi. N'ont-ils pas tous été Charlie ? Ne réclament-ils pas tous les mêmes mesures de confinement préconisées par Bill Gates, l'OMS, l'UE, Macron, le port du masque obligatoire partout, etc. autant de mesures totalitaires ?

Ne sont-ils pas des acteurs politiques de l'union nationale, du consensus réclamé par Macron et sur lesquels il peut s'appuyer pour mener à bien cette sordide machination contre les travailleurs et les peuples du monde entier ? Ils en sont les petites mains couvertes de sang, les exécutants des basses ou sales besognes au côté de ces tyrans. A cette occasion, ils sont donc passés de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages, exactement comme la social-démocratie et le stalinisme avant eux.

Les faits sont les faits. Ils sont cruels pour tous ceux qui ont cru qu'ils pourraient les manipuler indéfiniment. La réalité en a décidé autrement, ils sont démasqués. Nous avons dit qu'un jour où l'autre l'heure viendrait où le terrible sort qui attendait l'opportunisme sonnerait, c'est maintenant.

Bien entendu que depuis très longtemps nous savions à quoi nous en tenir sur la nature opportuniste de leur engagement politique, mais nous ne pouvions pas l'afficher comme telle sans faire fuir la totalité des militants ou des lecteurs, qui manifestement n'étaient pas encore parvenus à cette conclusion. Il fallait qu'un évènement exceptionnel se produise pour qu'ils commettent l'imprudance de se présenter sans masque, à moins qu'ils y aient été contraints par le développement de la situation, forcés de prendre partie, ils choisiront le camp de l'imposture et de la réaction comme il fallait s'y attendre.

Et ils ne sont pas au bout de leur peine, car dans les semaines ou mois à venir des chiffres ou des statistiques sur la mortalité, des témoignages de médecins dans de nombreux pays, des preuves accablantes vont continuer de tomber qui confirmeront qu'on était bien en présence d'une machination. Compte tenu qu'ils ont joué avec nos vies, nous serons impitoyables avec ces fossoyeurs du mouvement ouvrier et du socialisme.

[Voilà qui va faire le bonheur de nos matons estampillés de gauche ou d'extrême gauche.](#)

- Coronavirus en France: le gouvernement va prolonger l'état d'urgence sanitaire - AFP 2 mai 2020

Le gouvernement entérine samedi la prolongation pour deux mois de l'état d'urgence sanitaire contre le Covid-19, mais il est aussi sous pression pour clarifier les modalités concrètes du déconfinement, notamment le casse-tête de réouverture des écoles et la polémique sur la vente des masques.

Après un 1er-Mai confiné pour cause du coronavirus, le Conseil des ministres se penche sur le projet de loi prorogeant l'urgence sanitaire à compter du 24 mai. Son examen au Sénat est prévu

dès lundi, avant qu'il ne soit transmis l'Assemblée nationale en vue d'une adoption définitive dans la semaine.

Le texte précise que la mise en quarantaine et le placement à l'isolement, afin de lutter contre la propagation du virus, pourront intervenir "lors de l'arrivée sur le territoire national".

LVOG - Avec les compliments de nos dirigeants au côté de l'extrême-centre fasciste.

AFP - Ainsi, huit maires centristes de Seine-Saint-Denis (Bobigny, Drancy, Saint-Ouen, Coubron, Livry-Gargan, Noisy-le-Sec, Le Raincy et Le Bourget) avaient déjà exprimé, avant même le discours du Premier ministre mardi, leur intention de ne pas rouvrir leurs établissements scolaires.

LVOG - L'école devenu pire qu'une caserne.

AFP - Pour accueillir des élèves, les écoles devront respecter un protocole sanitaire très strict, dont les grandes lignes ont été dévoilées jeudi: lavage de mains répétés, jeux proscrits, désinfection du matériel, sens de circulation marqué au sol... AFP 2 mai 2020

Vous avez le droit de remercier nos dirigeants.

- Déconfinement: près de la moitié des Français ne partiraient pas en vacances cet été - Le HuffPost 2 mai 2020

A peine croyable ! En France le carcan du consensus continue de sévir.

- En Californie, la grogne grandit contre le confinement, et la fermeture des plages - euronews 02 mai 2020

En Californie, la grogne grandit contre le confinement, et la fermeture des plages. Des milliers de personnes ont manifesté, sans masques. euronews 02 mai 2020

Quand l'imposture se double d'une misérable arnaque comptable.

Allez petit coronavirus, encore un effort.

Début mai 240.000 supposés morts du COVID-19. 650.000 décès dus au virus de la grippe.

De quoi vais-je mourir ? Devine ? Dis, pourquoi faudra-t-il cocher la case coronavirus ? Au lieu de poser des questions, tu ferais mieux de la fermer ou de mourir tout de suite !

Extrait.

- Quand la pandémie aura officiellement pris fin en Suède, mais aussi en Hollande et dans les autres pays, il sera intéressant de comparer le nombre total de décès enregistré durant la période en comparaison avec les années précédentes comme 2018 qui avait vu l'émergence d'une épidémie de grippe plus meurtrière que la moyenne.

Et j'ai la nette impression qu'en lieu et place de l'hécatombe annoncée, on aura des statistiques parfaitement comparables aux autres années, sachant que tout naturellement, la mortalité peut varier fortement d'une année sur l'autre :

« Les statistiques sur les décès montrent que le nombre de décès par an peut varier considérablement d'une année à l'autre », explique Tomas Johansson, de Statistics Sweden,

Statistics on Population and Economic Welfare. En 2019, moins de 89 000 personnes sont décédées, ce qui représente le plus faible nombre de décès en une seule année depuis 1977. En 2018, lorsque, entre autres, un nombre inhabituellement élevé de cas de grippe est décédé, plus de 92 000 Suédois sont morts. Source : SCB

Il faut bien comprendre que ces chiffres dépendent énormément de la manière d'attribuer ces décès (ou non) par les pays eux-mêmes. Ainsi, l'Allemagne ne compte comme décès « covid » que ceux ayant effectivement été testés positifs au coronavirus, et sont décédés ensuite... Bien que cette manière de faire ne soit pas vraiment correcte non plus. En fait on peut mourir d'un infarctus du myocarde ou de complication d'un diabète tout en étant testé positif. Ceci est à comparer à la majorité des autres pays (France, Italie, Espagne, Belgique) qui ont rangé dans la catégorie Covid à peu près tout ce qui leur tombait sous la main en ne testant qu'à la marge. Ainsi, si une seule personne meurt en ehpad en France et qu'elle est testée positive, non seulement elle sera rangée dans les stats covid mais tous les décès ultérieurs dans ce home, en l'absence d'un diagnostic sûr, seront également ajoutés aux statistiques « covid », la palme d'or revenant sans aucun doute à la Belgique. levilainpetitcanard.be 21 avril 2020

LVOG - Ce qui est soulevé dans cet article est repris à sa manière ou avec prudence par l'Insee, chacun comprendra pourquoi.

A la louche. Avec un rapport de 1 à 10 la manipulation était un jeu d'enfants pour arriver aux résultats escomptés.

LVOG - Nos dirigeants se prosternent habituellement devant l'Insee, une institution d'Etat, pensez donc de braves fonctionnaires au-dessus de tout soupçon. C'est étonnant cette faculté qu'ils ont parfois de faire preuve d'autant d'ignorance que le plus profond arriéré... quand cela les arrange. Là ils ne pourront pas nous accuser de manipulation.

- La grippe, cause directe ou indirecte du décès - insee.fr

Une fois identifiée, reste à savoir de combien de décès l'épidémie est effectivement responsable. La réponse est complexe car elle doit tenir compte de la « comorbidité », c'est-à-dire la conjonction, en règle générale, de plusieurs facteurs lorsque l'épidémie de grippe touche chaque hiver la population : de fait, dans les certificats de décès, les médecins doivent coder les différentes causes, selon une classification internationale des maladies. La cause initiale de décès est alors définie comme étant la maladie, ou les circonstances en cas de mort violente (suicide, accident, homicide), « à l'origine du processus morbide ayant entraîné le décès ». C'est ainsi que pour un patient atteint par exemple d'une infection pulmonaire, d'une affection respiratoire ou d'un diabète, la grippe peut précipiter le décès sans être comptabilisée comme la cause directe. Le décès serait alors survenu mais quelques semaines ou mois plus tard. Selon cette classification, sont recensés chaque année en France « seulement » quelques centaines de décès attribués à la grippe en cause principale : ce nombre a varié entre 317 et 1 890 selon les années entre 2011 et 2016, d'après les données collectées et publiées par le centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès. Il peut exister un rapport de 1 à 10 entre le nombre de décès causés directement par la grippe et recensés comme tels dans les certificats de décès et le nombre de décès dont l'épidémie est « responsable », mesuré à partir de l'analyse statistique de la surmortalité. (...)

En outre, la mesure de la mortalité spécifique imputable à un événement exceptionnel tel que l'épidémie de Covid-19 devra aussi être analysée conjointement avec ce qui a pu se passer avant ou ce qui se passera après :

– avant : la « clémence » de la grippe saisonnière – les mois de janvier et février 2020 sont des points bas de mortalité – a épargné des personnes très fragiles, ce qui a sans doute accru la population à risque face à cette épidémie ;

– après : on pourrait constater un « déficit de mortalité » correspondant aux vies écourtées par l'épidémie, comme cela a pu être après la canicule de 2003. De même, le pic de décès de janvier 2017 dû à la grippe a été suivi par des points bas de mortalité en mars et avril.

Dans ses publications, Santé publique France pointe que la hausse de la mortalité observée dans les régions les plus touchées est très probablement liée à l'épidémie de Covid-19, sans qu'il soit possible d'en estimer la part attribuable à cette date.

<https://blog.insee.fr/mourir-de-la-grippe-ou-du-coronavirus-faire-parler-les-chiffres-de-deces-publies-par-linsee-avec-discernement/>

A force de confondre dictature et démocratie, on récolte le totalitarisme.

- Surveillés et dociles? par Alexandre Klein - Mondialisation.ca, 02 mai 2020

Extrait.

Après les drones équipés de haut-parleurs qu'on a vu rappeler des citoyens récalcitrants à l'ordre en Chine puis à Paris, ce sont maintenant des dispositifs de pistage qui fleurissent un peu partout à travers le monde. En France, l'application Stop-Covid est ainsi mise en avant par le gouvernement comme un outil nécessaire au déconfinement, tandis que de l'autre côté de l'Atlantique, les compagnies rivales Apple et Google sont associées pour produire une application pour remonter la chaîne de transmission. À Toulouse, une entreprise propose même des bracelets électroniques pour suivre les malades du coronavirus. Nous sommes entrés, sans trop nous en rendre compte, dans une ère nouvelle, annonciatrice de ce que risque d'être le monde de demain.

Car, si partout on nous assure que ces mesures seront temporaires, l'Histoire tend à nous rendre sceptiques. En effet, les décisions prises en temps de crise sont (trop) souvent devenues les fondements du monde d'après. Ce fut le cas, par exemple, des mesures exceptionnelles adoptées aux États-Unis après le 11 septembre 2001 (le Patriot Act), ou en France dans la foulée des attentats de 2015 (l'état d'urgence), qui se sont inscrites durablement dans le droit et les usages communs de ces deux pays. Mais plus essentiellement encore, il faut se rappeler que c'est sur le modèle de la gestion de la peste que s'est établi, au cours de l'époque moderne, le mode d'organisation du pouvoir qui qualifie nos sociétés occidentales.

La clôture et le quadrillage du territoire, l'identification et la surveillance constante des individus (appelés à être « dociles », comme le rappelait récemment Geneviève Guibault), la remontée par écrit des informations des périphéries vers le centre sont des modalités de gestions qui s'appliquent tant à Marseille en 1720 que dans un hôpital, une usine ou une école parisienne du XXe siècle. C'est pour cette raison d'ailleurs que la prise en charge de la pandémie de COVID-19 a pu d'abord s'appuyer sur des dispositifs de contrôle et de police déjà présents dans notre quotidien: le fonctionnement de nos sociétés est basé sur le modèle de gouvernance d'une ville pestiférée. Mais rapidement, cela n'a pourtant plus suffi.

C'est que depuis plusieurs décennies déjà nos sociétés disciplinaires sont en crise, les institutions d'enfermement sur lesquelles elles s'adossaient (écoles, hôpitaux, prisons, usines) ont toutes montré leurs limites et leur besoin d'être réformées en profondeur. C'est ce qui fit dire au philosophe Gilles Deleuze en 1990 que nous étions en train d'entrer dans une nouvelle forme de société: les sociétés dites de contrôle. Moins rigides et fixes que les sociétés disciplinaires établies autour de lourdes structures institutionnelles, ces nouvelles formes d'organisation sociale reposent

sur la gestion chiffrée de vastes flux d'informations et sur une autorégulation accrue des populations, plutôt que sur la rééducation individualisée des citoyens déviants. Autrement dit, elles remplacent la prison par le bracelet électronique, l'usine par l'entreprise en open-space et l'école par l'enseignement en ligne. Elles sont le reflet de la transformation d'un capitalisme de production et de propriété, caractéristique du XIXe siècle, en un capitalisme de flux financiers dématérialisés, propre aux dernières années du XXe siècle.

Or, ce sont des dispositifs relevant de cette nouvelle forme de société auxquelles nous sommes actuellement en train de vouloir recourir pour lutter contre la pandémie. Cette dernière confirme en effet l'épuisement, ou du moins notre insatisfaction à l'égard des dispositifs disciplinaires traditionnels et annonce alors la généralisation de nouveaux dispositifs de contrôle, c'est-à-dire notre ancrage définitif dans le modèle des sociétés du même nom.

C'est pour cette raison que les décisions que nous prenons actuellement sont loin d'être anecdotiques ou simplement temporaires. Mondialisation.ca, 02 mai 2020

"Il se trouvera des idiots parfaits pour applaudir" et malheureusement ils sont plus nombreux et répandus qu'on le croyait.

- Mais où est le loup? par Philippe Huysmans - Mondialisation.ca, 02 mai 2020

Extrait.

Ceux qui ont suivi mes articles publiés depuis le 22 mars dernier au sujet du Covid19 auront réalisé que j'avais compris très tôt que non seulement le confinement n'a aucun sens en soi (ce que le recul nous permet de confirmer), mais que la maladie elle-même ne justifiait absolument pas de suspendre les droits qui vous sont garantis par la constitution. J'avais dès le début pointé du doigt le crash boursier majeur qui s'était produit le 9, puis le 12 mars comme étant la cause probable de cette véritable opération de guerre psychologique contre les peuples.

Affolées, les élites mondialisées n'ont trouvé pour tout expédient que d'étouffer à mort l'économie réelle pour pouvoir imputer, après coup, la responsabilité de l'effondrement global à un malheureux petit virus. Selon moi, c'est à tout le moins un crime de haute trahison, et je crois que tôt ou tard, ils auront à rendre des comptes pour cette infamie qui ne fera qu'ajouter au fardeau des citoyens.

Et parce que c'est dans les vieilles casseroles qu'on fait le meilleur bouillon, et puis aussi parce que nos gouvernant n'ont pas la plus petite idée de comment ils pourraient s'en tirer autrement, Il y a tout lieu de penser qu'ils appliqueront à cette crise la méthode dont ils avaient usé pour tenter d'endiguer les conséquences de la crise de 2008.

Seulement voilà, repousser l'effondrement mondial du système néolibéral ne sera possible qu'au prix de vous ruiner, littéralement. Je ne parle pas de prélever un petit impôt covid, non, je parle de vous amputer de 50% de vos avoirs et de diviser vos revenus à venir par deux. À côté de ça, la situation dans laquelle la Troïka avait laissé la Grèce vous paraîtra presque enviable. Le monde d'après, ce sera l'esclavage, et la dictature à tous les étages, histoire de parer à toute velléité de rébellion.

Pour comprendre ce qui va se passer, vous aurez besoin de comprendre comment fonctionne le principe de création monétaire. Alors évidemment, je vois d'ici les économistes de salon qui vont vous expliquer doctement que « tout ça, c'est très compliqué, ma petite dame ! », sauf qu'il n'en est rien.

Qu'est-ce que la monnaie ?

En principe, c'est un véhicule représentant une valeur, aisément convertible en produits/services. Aussi bizarre que cela puisse vous paraître, c'est aussi un produit comme un autre. Sa valeur est déterminée avant tout par son abondance, ou par sa rareté. Et de même nous pourrions payer nos marchandises en sacs de sable, il se trouve que ce n'est pas des plus commode à transporter, et que tout le monde n'est pas forcément prêt à vous échanger un pain contre un sac de sable.

Idéalement, la quantité de monnaie en circulation dans un pays devrait représenter la somme de toutes ses ressources de valeur : la force de travail de la population, les infrastructures, et (à la marge désormais), les réserves de métaux précieux à laquelle cette monnaie serait adossée.

Ainsi, si dans un pays vous avez trop peu de monnaie en circulation pour représenter valablement la richesse de ce pays, la monnaie est surévaluée, et l'économie peut entrer en récession. Si au contraire vous en avez trop, eh bien le montant total de la monnaie en circulation excède la valeur réelle des richesses, et en pareil cas, l'inflation s'installe, voire l'hyperinflation.

Oui mais me direz-vous, si l'on distribue à tout le monde 1 million d'Euros pour les dépenser, l'équilibre interne n'est pas rompu. C'est vrai mais l'évaluation d'une monnaie se fait essentiellement en la comparant aux autres (richesses des voisins). Ainsi, si avec votre million si facilement gagné vous alliez en Suisse pour y acheter une somptueuse résidence secondaire, il y a tout lieu de penser que les Suisses la trouveraient rapidement saumâtre. La valeur d'une monnaie c'est le prix que les autres sont prêts à payer pour l'obtenir, exactement comme pour n'importe quelle marchandise. Et ceci vaut également en interne. Si les banques centrales font tourner la planche à billet pour ne faire que racheter le secteur privé (soit les banques et les grosses capitalisations boursières), cela revient tout de même à prendre l'argent dans votre poche pour l'offrir à ces seuls bénéficiaires.

Le processus de création monétaire

Historiquement, il s'appuie sur deux leviers que sont la création monétaire par la banque centrale et la création monétaire par le crédit.

Création monétaire par la banque centrale

Avant le Traité de Lisbonne, les États européens avaient recours à leur banque centrale, en principe publique, pour créer ou détruire la monnaie pour adapter le volume en circulation à la réalité. Ainsi, en cas de croissance économique de mettons 3%, celle-ci mettait en circulation 3% de masse monétaire pour garder le système à l'équilibre. En cas de récession, elle en détruisait à concurrence des pertes. Il est important que ce système garantissait une certaine souplesse, et qu'il était par essence, gratuit.

Création monétaire par le crédit

Lorsque vous contractez un crédit auprès de votre banque pour acheter un bien immobilier, par exemple, et contrairement à une idée reçue, le banquier ne descend pas au coffre pour aller chercher la somme à vous prêter, mais il s'agit d'un simple jeu d'écriture. À partir de rien, il crée tout à la fois une dette (pour vous) et un crédit (pour lui). Ce faisant il a augmenté la masse monétaire en circulation. Au fur et à mesure du remboursement du crédit, les montants remboursés annuleront une partie de la dette pour qu'à la fin le banquier n'ait plus en mains que la somme des intérêts remboursés qui eux, ne proviennent pas de la création monétaire, mais de votre apport personnel, c'est ainsi qu'il se rémunère.

Traité de Lisbonne (TFUE)

Son article 123 interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales nationales d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions européennes et aux États.

Oui vous avez bien lu, le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne stipule qu'il est interdit aux États de se financer ailleurs que sur les marchés privés. Ils sont donc contraints de se tourner vers le marché, vers les banques privées qui ne manqueront pas de prélever des intérêts plantureux lors de l'opération.

À titre d'information voici un lien vers une vidéo bien ficelée (durée 10?35) qui vous explique tout à la fois le principe de la création monétaire, et la dette publique.

Service de la dette

Lorsqu'en 2008 les marchés financiers se sont effondrés, suite à la crise des subprimes, et que les banques se sont vues happées dans une crise de liquidités sans précédent, le seul ressort des autorités financières que sont la FED (Banque Fédérale US) et la BCE (Banque Centrale Européenne) a été de baisser les taux directeurs afin que le service de la dette ne devienne pas insurmontable et que les États ne tombent pas en faillite les uns après les autres en raison de la charge des intérêts s'ajoutant au remboursement de dettes déjà colossales. En effet, le resserrement des crédits (credit crunch), en raison de la méfiance des acteurs bancaires avait poussé ceux-ci à être extrêmement frileuses s'agissant de prêter aux États (et même entre elles), faisant exploser (par le biais des agences de notations) les montants à rembourser au titre des seuls intérêts. S'en est suivie une logique crise des liquidités, et la crainte d'un blocage total, puis d'un effondrement de l'économie mondiale.

Ne parvenant pas à éteindre l'incendie, les banques centrales se sont mises à faire tourner la planche à billets à plein régime pour racheter des titres de dettes aux acteurs financiers, notamment des bons du trésor ou des obligations d'entreprise. Oui, vous avez bien lu, ils ont soutenu massivement les banques en rachetant leurs actifs parfois tout pourris avec votre argent, puisque vous savez maintenant que lorsqu'on augmente la masse monétaire sans ajouter de valeur, on diminue globalement la valeur de la monnaie (vos économies, vos revenus, la valeur réelle de chaque euro en circulation).

Et tout ça, avec votre argent, emballé dans un terme joliment technique baptisé quantitative easing. En gros, c'est le pire du communisme et le pire du capitalisme, tout-en-un, puisqu'on privatise les bénéfices et que l'on communautarise les pertes. (On ne voit pas trop ce que vient faire ici le communisme, à moins de lui reprocher d'employer les mêmes méthodes que le capitalisme, mais cette fois tournée contre les capitalistes et non contre les exploités. Le choix idéologique que fait l'auteur de cet article en adoptant le capitalisme, est contradictoire avec ce qu'il dénonce à juste titre par ailleurs. Il baigne en pleine confusion pour être incapable de rompre avec cette idéologie, et par conséquent il est incapable de proposer une autre alternative que le socialisme ou le communisme au capitalisme. Bref, il brasse du vent, l'activité privilégiée et inutile des intellectuels. - LVOG)

Qu'est-ce qui nous attend ?

Eh bien, à dire vrai, rien de bien plaisant, en fait. J'espère qu'au premier jour du confinement vous n'avez pas oublié de dire au revoir à vos droits constitutionnels, comme l'on dit au revoir à ses enfants avant de partir pour un long voyage, parce que vous n'êtes pas près de les revoir. Pas question que le pouvoir laisse à la plèbe la plus petite opportunité de renverser dans la rue ce qu'elle a décidé pour vous dans l'ambiance feutrée des boudoirs. Oh on vous laissera bien sortir, en laisse, plus ou moins, mais à la première petite bronca, ce sera à la niche, et à double tour (le

retour du Corona). Accessoirement, et pour la même raison, on ne vous rendra pas le droit à vous assembler pacifiquement pour manifester, et l'on mettra tant et plus d'outils en circulation pour vous traquer jusque dans les moindres retranchements de votre vie privée.

D'un point de vue économique, la perspective est encore nettement moins réjouissante. À l'issue du déconfinement (toujours partiel et conditionné) ce ne sera probablement pas moins de 40% des petites et moyennes entreprises qui seront en dépôt de bilan, laissant dans leur sillage des dizaines de milliers d'emplois sur le carreau, diminuant d'autant les ressources financières que l'État devra compenser : où iront-ils chercher l'argent ? Ils iront l'emprunter sur les marchés, pardi, augmentant considérablement la charge de la dette.

Les grosses entreprises, elles, seront aidées, à coup de centaines de millions, qu'on ira chercher sur les marchés financiers, et il se trouvera des idiots parfaits pour applaudir quand l'État annoncera qu'il « prend ses responsabilités et nationalise » des entreprises comme Air-France, par exemple. Cela aussi revient à vous prendre directement l'argent dans votre poche pour le donner aux milliardaires.

Les défauts s'ajoutant aux défauts, les réassureurs tomberont comme des mouches, avec, en bout de ligne, les banques...

Mais les banques ne tomberont pas

Tout simplement parce que leur chute signifierait la révolution dans les 48h et que nos dirigeants sont parfaitement capables de comprendre que cela signifierait leur lynchage sans autre forme de procès, or d'une manière générale, ils sont très attachés à leur intégrité (physique) et répugnent à la violence (surtout quand elle serait tournée vers eux).

Alors on vous serine que depuis 2009, on a compris la leçon, et qu'en cas de faillite bancaire, un mécanisme européen a été mis en place pour garantir les dépôts des épargnants à concurrence de 100.000 EUR... Mais ce qu'on oublie de vous dire c'est que ces fonds sont très, très insuffisamment abondés ne serait-ce que pour faire face à la faillite d'une seule banque. Pour la Belgique, j'avais écrit et détaillé ceci dans un article en 2016, pour la France, il me semble qu'on tourne autour de 4 milliards (même pas libérables immédiatement) pour un total à couvrir de 2200 milliards. Quand on sait que pour la seule BNP-PARIBAS cela représente plus de 800 milliards on se demande de qui on se moque, à moins que ?

À moins que les banques, sûres du fait que l'État, pour les raisons que je mentionnais, ne peut en aucun cas se permettre de les laisser tomber, en serait réduit à emprunter autant que nécessaire pour les maintenir à flot, avec l'aide de la BCE qui continuera à imprimer tant et plus de fausse monnaie quitte à ce que l'euro perde 40% ou 50% de sa valeur. C'est sûr qu'après ça, on sera concurrentiels, avec des revenus à peine supérieurs à ceux d'un pays sous-développé, et un prix de la vie qui aura doublé.

N'est-ce pas de la folie ?

Eh bien ça dépend de quel point de vue vous regardez ça. Si vous voyez ça du point de vue de dirigeants dont l'objectif serait le bien de ses citoyens, c'est évident, mais croyez-vous réellement que l'objectif des patrons de nos dirigeants ne serait pas parfaitement en accord avec ce qu'amènera pareille situation ?

Vos dirigeants sont des marionnettes, et si vous ne vous réveillez pas, vous allez vous retrouver dans un monde qu'Orwell lui-même n'aurait pas imaginé dans ses pires cauchemars.

La seule question qui vaut la peine de se poser : Pourquoi "rien n'est pensé à cette occasion pour sortir du capitalisme qui était le problème à résoudre" ?

LVOG - Parce que la réponse tient en un seul mot : Socialisme.

- Coronavirus : A-t-on encore le droit de s'interroger? par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 02 mai 2020

Il semblerait que toute pensée ne cadrant pas avec le discours de propagande des médias inféodés au pouvoir « stato-financier » – qui fait sentir en ce moment le poids des incohérences répétitives inhérentes à cette pathologie de la pensée unique, du politiquement correct et du centralisme jacobin qui va de pair en France – toute interrogation, tout bon sens, tout esprit critique, tout regard objectif posé sur la réalité qui nous entoure, seraient interdits et même condamnés par le totalitarisme qui s'est durement installé en ce pays depuis au moins les lois anti terroristes et la constitutionnalisation de « l'état d'urgence » le 20 novembre 2015.

Le choix prioritaire et habituel de la répression arbitraire, sur les plans, judiciaire comme policier, opéré par les régimes politiques successifs, depuis Sarkozy, fait de la France l'un des pays, prétendument « démocratiques », où il y a le moins de libertés publiques et privées, au monde : on n'ose même plus évoquer sa place dans la liste des pays totalitaires ni celle des accusés par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU. (Cf., Indice de démocratie créé en 2006 : la France n'arrive même pas dans les 25 premiers pays considérés comme libres.)

J'ai l'impression que les Français ne se rendent pas vraiment compte que leurs libertés publiques ont été graduellement enterrées jusqu'au point même d'être aujourd'hui massivement « assignés à résidence » comme « des repris de justice ». La répression arbitraire des Gilets jaunes par les violences judiciaires et policières, nous avait démontré que l'étatisation jacobine, au service du « stato-financier » ayant pris le pouvoir grâce au chantage des médias inféodés, pratiquant la falsification et la manipulation, voulait bâillonner la volonté démocratique du peuple et sa revendication légitime à commander un État tenu de lui obéir, comme cela se doit dans une véritable démocratie...

Une constante de 70% à 72% des Français (ceux qui n'avaient pas voté Macron) soutenaient le mouvement des Gilets jaunes et ce mouvement avait fait des émules sur tous les continents (relisons les informations abondantes données sur les mouvements sociaux surgis partout dans le monde) en « menaçant » ainsi la Terre entière de se transformer par cette pandémie politique malencontreuse, en une grande démocratie planétaire ! Il fallait empêcher ce « malheur » pour « l'aristocratie stato-financière » et mettre fin à cette pandémie politique en organisant une contre-offensive d'envergure.

En France, la volonté acharnée de l'étatisme jacobin au service de la caste financière était bel et bien de mater la révolte, de réprimer, dans le sang et la brutalité des condamnations judiciaires injustes assurées par une magistrature ayant perdu toute indépendance, les deux catégories sociales majoritaires en termes de nombre, celles qui viennent juste après « l'aristocratie stato-financière » et « les élites de la petite bourgeoisie des professions indépendantes ayant fait des études supérieures ». (Cf., E.Todd, « La lutte de classes en France au XXIème siècle » Seuil, 2020)

Ces deux catégories sociales identifiées par Emmanuel Todd, le bloc central majoritaire des professions intermédiaires, les artisans et les ouvriers qualifiés, paysans et employés qualifiés et le dernier contingent, celui des plus précaires, le prolétariat des employés non qualifiés, constituaient le groupe des 70% de sympathisants avec les Gilets jaunes, les 2% supplémentaires venant s'y ajouter étant des gens de la deuxième classe sociale, celle des intellectuels.

Puis, après un an et demi de lutte déterminée et inflexible, allant toujours plus loin dans une résistance de plus en plus forte, face à l'autoritarisme étatique, « l'aristocratie stato-financière » se rendait compte qu'elle ne pouvait pas avoir le dernier mot. Ce constat était fait partout dans le monde par ceux qui détiennent le pouvoir, « l'aristocratie stato-financière ». C'est la raison pour laquelle il lui restait concrètement l'unique option possible : celle d'un massacre ayant l'inconvénient majeur de mettre le feu aux poudres d'une guerre civile qu'elle ne pourrait pas gagner, compte tenu des leçons de l'histoire !

C'est alors que la providentielle « pandémie du coronavirus » vint à son secours, grâce au décret de l'OMS qui déclenchait un vaste plan de confinement planétaire ! Tout le monde était ipso facto « assigné à résidence » ; le problème était réglé. Personne ne pouvait plus sortir de chez soi, pas même pour faire une promenade solitaire sur une plage déserte. Au milieu des règles énoncées pour le « confinement », beaucoup d'entre elles n'avaient strictement rien à voir, de toute évidence, avec une motivation sanitaire, avec la réalité de la pandémie elle-même, au regard du bon sens, de l'objectivité, de la raison...

C'est là qu'il était interdit de se poser des questions : nous devons faire preuve de « solidarité nationale » avec le corps des soignants qu'il devenait de bon ton d'applaudir chaque soir à 20h00, puis nous devons écouter « religieusement » la litanie des morts récitée chaque soir par le préposé du ministère de la « terreur programmée ». Enfin, les efforts héroïques des hôpitaux placés en première ligne d'une « guerre » déclarée comme telle par Macron, devaient être « aidés » par notre obéissance civique, cette guerre étant destinée à écraser un « ennemi invisible », non pas le virus de la fable – même si ce dernier était réel et allait répandre son malheur dans bien des familles – mais surtout le virus de la contestation ! La télévision inféodée au système répétait sans cesse comme un « mantra », « sauvez des vies : restez chez vous ! », sous-entendu par conséquent, « celui qui ne reste pas enfermé chez lui est un criminel » ! On imagine alors la « chasse aux sorcières » détestable qui pouvait en découler...

Le ministère de la « terreur programmée » allait donc nous évoquer les Julie A., une Parisienne de 16 ans ; les Vitor, un champion de football portugais de 14 ans ; les Rachel, une jeune Belge de 12 ans ; les Francisco, un entraîneur de football amateur de 21 ans ; les Luca, un Italien de 19 ans qui « était en pleine santé » ; un bébé de six semaines né dans le Connecticut...

Les exceptions devenaient soudain la norme, car là était la « réalité » qu'on voulait nous montrer, nous disant au passage, « voyez de quoi nous vous protégeons » ! La panique et l'angoisse attendues étaient au rendez-vous. Des citoyens modèles se mettaient à dénoncer ceux qui auraient l'outrecuidance de ne pas obéir aux injonctions de « l'État innocent, protecteur, providence » ; d'autres iraient même jusqu'à l'intimidation du personnel soignant lui-même au nom de la même terreur et « guerre » menée contre le virus invisible et menaçant de mort toute vie qui passerait à sa portée...

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : au moment où j'écris ce texte, 0,25% de la population française a été touchée par la maladie, mais 99,75% de la population n'ont pas été atteints par ce virus. On peut donc se poser réellement des questions sur le ton alarmiste des médias, les comptes rendus anxiogènes, les descriptions apocalyptiques faites sans arrêt dans les médias officiels et la justification d'un « confinement » radicalisé pour échapper à la mort tout en prétextant « soulager le système de santé » d'ailleurs mis à mal par les mêmes prédateurs du capitalisme ultra libéral depuis 20 ans !

Concernant ce COVID-19, seules les personnes les plus vulnérables étaient visées, la moyenne d'âge qui a été calculée étant de 79 ans, en France : poumons affectés, asthme, système immunitaire défaillant, malades du sida, ceux dont les traitements affaiblissent les défenses, comme les patients en chimiothérapie, les personnes âgées, les diabétiques, les malades du cœur ou du foie, les personnes atteintes d'hypertension, d'une maladie des reins ou sous dialyse,

également les personnes souffrant d'obésité. 83% des personnes hospitalisées dans l'hexagone en réanimation ont été des obèses.

Puisque nous nous posons des questions interdites, demandons-nous si le régime macron pouvait sciemment décréter, au nom de l'OMS, un « confinement » de masse sans savoir à l'avance que cela provoquerait une destruction massive elle aussi de toute l'économie en plaçant d'office des millions de gens supplémentaires dans une précarité absolue sans nom, dans un malheur pire que celui engendré par le COVID-19 lui-même ? Là, ce ne sont pas les 0,25% de la population qui sont impactés, mais plutôt les quatre cinquièmes de la population !

Le désastre économique est bien là sans que ce pouvoir n'ait la moindre envie d'organiser ce qui serait l'occasion de sortir de la logique capitaliste ultra libérale qui a été la cause de tous nos maux, y compris celui du COVID-19 et du « confinement » qui a des conséquences encore plus néfastes que la théorique pandémie elle-même...

Il est clair que l'intention de « l'aristocratie stato-financière » au pouvoir, est bien celle de créer une dette telle qu'il sera désormais impossible d'en jamais sortir, pour l'immense bienfait du système bancaire à la fête. Il est évident que nous allons nous retrouver, à travers ce qui est imaginé par ces prédateurs au pouvoir, dans une dette ad vitam aeternam, car impossible à rembourser ; Notre « salut » viendra par la banque ; d'énormes capitaux seront déversés sur l'économie prise en otage, moyennant des conditions « annexes », comme celles d'une soumission encore plus grande à un système verrouillé de contrôle absolu sur les personnes.

Enfin, « Big Brother » pouvait réaliser ce qu'il avait si ardemment rêvé : enfin voici que « Big Brother vous regarde », enfin « les brigades » de la pensée et de la conformité pourront patrouiller à travers le territoire et pourchasser les récalcitrants ou les divergents ; enfin le « ministère de la vérité » pourra proclamer que la « guerre déclarée par Macron », c'est la « paix », que notre « liberté c'est notre esclavage », que notre « ignorance volontaire c'est la force » du pays tout entier ! (Cf., G.Orwell, 1984) Enfin, il n'y aura plus que les citoyens soumis d'un côté et les « conspirateurs » coupables de l'autre...

Ce chef-d'œuvre du manichéisme est celui de la caste de « l'aristocratie stato-financière » qui s'est emparée illégalement du pouvoir, depuis au moins le 20 septembre 1992, lorsque nous avons accepté par référendum le traité de Maastricht, célébrant notre entrée dans l'euro, puis répétitivement depuis cette époque à travers les présidentielles qui sont venues confirmer cette décision malheureuse, comme on l'a expliqué dans un article du 8 mai 2017 (Élections présidentielles en France. Falsification, mensonges, trahison : colère !, Mondialisation.ca).

Le référendum du 29 mai 2005, disant « non » à cette catastrophe ne serait pas respecté et l'avis du peuple ne compterait plus en rien à partir de ce moment-là. La dictature de l'UE était alors scellée et nous avons perdu toute souveraineté. Ce qui arrive donc aujourd'hui est la suite logique de cette tromperie historique.

Mais, dans de telles conditions, la résistance s'organise toujours et le projet des prédateurs allait s'en trouver bien vite contrarié.

Alors il fallait impérativement clouer le bec de ce Pr. Didier Raoult qui venait là comme un cheveu sur la soupe proposer son traitement « bon marché », ne faisant pas l'affaire de « l'aristocratie stato-financière » au pouvoir. Tout à coup, le médicament « coupable » de troubler la fête des lobbies de l'industrie pharmaceutique allait être interdit, il était même déjà déclaré « préventivement », par Agnès Buzyn, comme faisant partie des « poisons » depuis janvier 2020, comme si les médicaments de la pharmacopée allopathique n'étaient pas tous des poisons ! Pourtant la molécule de base de ce traitement avait rendu de loyaux et bons services à l'humanité depuis les années 1940 ! Les médecins eux-mêmes, traités comme des enfants, ne seraient pas

autorisés à le prescrire, sous prétexte bidon que les « essais randomisés » n'avaient pas été faits... Enfin, la comédie pathétique que tout le monde connaît désormais, tellement elle nous a sidérés !

Dans l'Union Européenne, les Espagnols et les Italiens allaient au final adopter un traitement proche ou identique au protocole du Pr Raoult interdit en France et ils allaient déclarer qu'à partir du moment où ce protocole avait été adopté, les hospitalisations avaient massivement diminué. Ce fut encore le cas pour bien d'autres populations dans le monde, mais il est bien connu que « nul n'est prophète en son pays » ! Pourtant, une fuite d'information nous a permis d'apprendre que l'armée française s'était dotée d'hydroxychloroquine et d'azithromycine achetées en Chine pour soigner ses troupes et constituer une réserve opérationnelle en cas de besoin !

Voilà une autre question que l'on est en droit de se poser : au nom de quoi le protocole du Professeur Raoult peut-il donc être formellement interdit en France ?

Nous avons entendu tous les argumentaires possibles et imaginables sur les télévisions inféodées du système, avec la même rengaine déconcertante d'une absence de bon sens. Disons-le tout de même, un très grand nombre de médecins se sont passés de l'avis des « experts » du Gouvernements qui donnaient la forte impression de n'avoir plus pratiqué la médecine de terrain depuis 20 ou 30 ans !

Que peut imaginer dès lors le citoyen ordinaire, concernant ces charlatans de la politique qui prétendent diriger le pays ?

De plus, on apprend peu à peu, par bribes d'une timidité quasi gênée aux entournures, que les essais « prestigieux », « randomisés » du Test Européen Discovery, n'auraient pas été concluants et qu'ils auraient même été carrément « décevants » ! Il faut citer ici le nom de Karine Lacombe qui doit rester dans toutes les mémoires et être associé désormais en même temps que devenir synonyme à lui tout seul d'un nouveau « malleus maleficarum » de la médecine inquisition contre la médecine de terrain au service des personnes malades !

Le « Panoramix » de Marseille étant si populaire auprès des « Gaulois réfractaires », la macronie au pouvoir, armée de tous ses a priori, pousserait donc « l'Ordre des médecins » à sanctionner le « druide » tenant tête au « César » du nouvel empire désireux de « soumettre » toute la Terre à sa loi de domination et de profit comme d'un règne sans partage... Mais, bien vite, l'Ordre des médecins aurait d'autres chats à fouetter, grâce à l'intervention inopinée de la Cour des Comptes s'étant penchée sur son cas...

Alors, nous avons été nombreux à nous poser des questions et nous continuons à nous poser les questions qui interpellent toute intelligence naturelle, comme le bon sens. Je renvoie le lecteur à l'article du docteur Pascal Sacré : Opération COVID-19: Tester le degré de soumission des peuples. Activation de nos interrupteurs de paranoïa, Mondialisation.ca, le 26 avril 2020.

Je renvoie encore le lecteur à l'écoute du « Coup de gueule du philosophe André Comte-Sponville sur l'après-confinement », France Inter du 14 avril 2020 à 17h10.

Comment peut-on raisonnablement comprendre un « confinement » radicalisé assorti d'une répression disproportionnée par une police aveugle, ne pratiquant aucun discernement, ne comprenant rien à la réalité des règles de la vie qui demeurent supérieures à celles dictées par une aristocratie stato-financière, illégitime de surcroît, et parfaitement criminelle ?

Pourquoi cette stratégie de la terreur, de la peur, de l'angoisse, de la tétanie mentale ? Quel genre de société peut naître d'une telle idéologie de la peur ?

Pourquoi cette mafia étatique a-t-elle organisé mondialement le massacre de l'économie, puisque rien n'est pensé à cette occasion pour sortir du capitalisme qui était le problème à résoudre ? Pourquoi a-t-elle organisé la précarisation forcée de millions de personnes, la pauvreté absolue et la faim qui va redevenir une réalité de la société moderne du XXIème siècle ? Pourquoi a-t-elle organisé le massacre ? Quelle est donc la suite du programme, si ce n'est pas la mise en place d'un système de contrôle permanent verrouillé grâce à un chantage devenu aisé, pesant désormais sur chaque individu prié de se soumettre à une surveillance de chaque instant au nom de la légitimité à survivre en ce monde « Big Brotherisé » ?

Avons-nous encore le droit de nous poser toutes ces questions ? Mondialisation.ca, 02 mai 2020